

DU 27 juin 2017

**MISE EN FOURRIERE DES VEHICULES – ENLEVEMENT GARDIENNAGE  
CONTRAT DE CONCESSION**

**NOTE DE SYNTHESE**

**I – CONTEXTE**

Le contrat de délégation de service public n° 06 069 00 02.12, notifié le 13 mars 2016 à l'entreprise EURL A.A.06 arrive à échéance le 12 mars 2018. Il s'avère maintenant nécessaire de procéder à une nouvelle procédure de contrat de concession pour une durée envisagée de 5 ans, conformément à la législation en vigueur et à l'ordonnance n° 2015-65 du 29 janvier 2016.

**II – REGLES PRINCIPALES DU CONTRAT**

**- TARIFS :**

- ✓ Les tarifs maximum sont imposés par arrêtés ministériels (Arrêté du 14 novembre 2001 paru au JO N°285 du 8 décembre 2001, modifié par arrêté du 2 avril 2010 et par arrêté du 10 juillet 2015).
- ✓ Le délégataire se rémunère sur les usagers lorsqu'ils sont connus
- ✓ La ville de Grasse paye le délégataire lorsque l'usager est inconnu avec des tarifs préférentiels

**-GARANTIE DE RECETTE :**

Cette mission de service public n'est possible que si le délégataire peut vivre de ses missions ; En 2012, une étude financière\* réalisée par un professionnel indépendant (cabinet Xavier TARDIEUX – documents joints en annexe) avait démontré que le seuil de « rentabilité » du service s'élevait à 1062 véhicules/an.

\* Le seuil de rentabilité (équilibre économique) de la DSP pour le fourrieriste a été établi à 1062 véhicules /an

\* Le seuil de rentabilité DSP/ régie a été établi à 918 véhicules / an

\* La création d'une régie engagerait la ville :

1- à trouver un terrain

2 - à engager plus de 400 000 € d'investissement (p14/20 de l'étude Tardieux)

3 - un déficit de fonctionnement (p18/20 de l'étude Tardieux)

4 - à supporter entièrement la responsabilité de l'activité de mise en fourrière des véhicules ;

Il a été proposé pour le contrat en cours l'insertion d'un niveau garanti de 900 demandes d'enlèvement à 900 tous véhicules confondus, publics ou privés. Une garantie de recette a été incluse dans le contrat permettant de dédommager le délégataire avec un forfait de 135 euros HT/véhicule en dessous de 900 enlèvements/an.

### III – BILAN DU CONTRAT EN COURS D'EXECUTION

	2013	2014	2015*	2016*
Nombre d'enlèvements	1015	919	783	805
Dont stationnement gênant	763	645	578	521
Dont stationnement abusif	252	274	189	284
Chiffre d'affaire généré (euro)	129 373.04 € TTC	120 139.70 € TTC	109 102.38 € TTC	En attente du bilan d'activité
Dont à la charge des usagers	108 663.85 € TTC	95 057.90 € TTC	89 783.59€ TTC	
Dont charge de la ville	20 709.19 € TTC	25 081.80 € TTC	19 318.79 € TTC	
Garantie de recette	0	0	0	

\*En 2015 le nombre de véhicules enlevés a été de 783, soit 117 véhicules de moins que prévu au contrat. Néanmoins, le délégataire avait été réquisitionné lors des intempéries qui avaient frappé la région le 3 octobre 2015, ce qui explique ce nombre de véhicules en régression. De ce fait, le délégataire avait considéré que la Ville de Grasse n'était pas assujettie à la garantie de recette pour 2015.

\*en 2016 le nombre de véhicules enlevés a à nouveau été inférieur au seuil de rentabilité, néanmoins le délégataire a décidé de ne pas faire payer à la ville de Grasse le montant de la garantie de recette due.

La moyenne constatée sur 4 ans est de 880 véhicules enlevés, néanmoins compte tenu des signatures des conventions effectuées ou à effectuer avec les bailleurs sociaux, ce chiffre devrait sensiblement augmenter. La réglementation en vigueur (article L 325-12 du Code de la route) précise que peuvent, à la demande du maître des lieux et sous sa responsabilité, être mis en fourrière, aliénés et éventuellement livrés à la destruction les véhicules laissés, sans droit, dans les lieux publics **ou privés** où ne s'applique pas le code de la route. À ce titre les bailleurs sociaux bénéficieront des tarifs préférentiels conclus avec le concessionnaire attributaire du contrat de concession.

#### IV - CONCLUSION

Compte tenu de la bonne exécution de cette concession de service public, de l'étude financière réalisée en 2012 qui s'avère être en adéquation avec la réalité du contrat de concession, il est proposé de relancer une nouvelle procédure sur les mêmes bases en gardant un seuil de garantie de recettes à 900 véhicules/an avec un montant de 135 euros HT/véhicule si moins de 900 enlèvements/an.

Les tarifs fixés par arrêtés ne peuvent quant à eux être modifiés

Les projets de cahier des charges et de contrat sont joints en annexe à la présente note de synthèse.

#### Pour information :

- Lancement de la consultation en août 2017 / attribution janvier-février 2018
- Groupe de travail qui a participé à l'élaboration de ce contrat : Mr Jean-Marie Belvédère - contrôleur de gestion – police municipale – services juridiques – commande publique.